

Jacques Attali

# Verbatim

Tome 2

*Chronique des années 1986-1988*

Fayard

---

# Table des Matières

[Page de Titre](#)

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[1986](#)

[1987](#)

[1988](#)

[GLOSSAIRE MILITAIRE](#)

© Librairie Arthème Fayard, 1995

---

978-2-213-64175-1

---

## Du même auteur

- Analyse économique de la vie politique, PUF, 1973.
- Les Modèles politiques, PUF, 1974.
- L'Anti-économique (avec Marc Guillaume), PUF, 1975.
- La Parole et l'Outil, PUF, 1976.
- Bruits, PUF, 1977.
- La Nouvelle Économie française, Flammarion, 1978.
- L'Ordre cannibale, Grasset, 1979.
- Les Trois Mondes, Fayard, 1981.
- Histoire du temps, Fayard, 1982.
- La Figure de Fraser, Fayard, 1984.
- Un homme d'influence, Fayard, 1985.
- Au propre et au figuré, Fayard, 1988.
- La Vie éternelle, roman, Fayard, 1989.
- Lignes d'horizon, Fayard, 1990.
- Le Premier Jour après moi, roman, Fayard, 1990.
- 1492, Fayard, 1991.
- Verbatim I, Fayard, 1993.
- Europe(s), Fayard, 1994.
- Il viendra, roman, Fayard, 1994.
- Manuel, l'enfant-rêve (ill. Ph. Druillet), Stock, 1994.
- Économie de l'apocalypse, Fayard, 1995.



Voici le deuxième tome du journal que j'ai tenu de mai 1981 à mai 1991, décennie au cours de laquelle j'ai été le conseiller spécial de François Mitterrand, Président de la République française. Ce volume retrace la période allant du 15 mars 1986 au 8 mai 1988, pendant laquelle Jacques Chirac dirigeait le gouvernement. Un troisième tome couvrira les trois années suivantes, lorsque Michel Rocard était aux affaires.

Verbatim appartient à un genre littéraire particulier et sa publication est pour moi comme une parenthèse dans mon travail d'écrivain. En raison, bien sûr, du sujet traité, sur lequel je ne reviendrai plus par la suite. Mais aussi par le contenu où s'entrechoquent notations sur le vif et conversations diplomatiques. J'espère faire entendre, ainsi, tant le bruit d'événements considérables que la petite musique de la « comédie du pouvoir ».

Les épreuves de ce livre, comme celles du précédent, ont été communiquées au Président de la République sans que cela soit de nature à l'engager d'aucune manière sur son contenu. Il s'agit exclusivement de notes personnelles, non officielles, consignées chez moi au jour le jour, reflétant ce que j'ai vu ou entendu directement ou, parfois, ce qui m'a été rapporté — par un ou plusieurs témoins — de certains événements lorsque je n'ai pu y assister directement. Pour la commodité de lecture, j'ai transcrit le plus souvent en style direct les propos des différents protagonistes; leur reconstruction ne saurait être prise pour la reproduction mot pour mot des paroles prononcées à l'époque par ceux à qui ils sont prêtés, et elle n'engage évidemment que moi, comme il en va pour tout mémorialiste.

Les éventuels démentis à venir ne signifieront pas que j'aie altéré la teneur de ces propos ou en aie inventé certains, mais que leur publication est jugée inopportune par ceux qui les tinrent. Il en va et en ira toujours ainsi pour les témoignages publiés mettant en scène des personnalités encore en activité ou qui projettent elles-mêmes de donner leur version de l'Histoire.

Je ne reviendrai pas sur l'histoire de la rédaction de ce livre. Elle a été l'objet de bien des polémiques. Ce que j'ai écrit en introduction au premier volume reste, mot pour mot, valable pour celui-ci. Je voudrais seulement répondre à quelques interrogations qui ont surgi alors.

On a d'abord soutenu que le délai entre les faits rapportés et leur relation était trop court. Comparé à de prestigieux exemples étrangers, Verbatim est au contraire plutôt tardif: Henry Kissinger, Jimmy Carter, Margaret Thatcher, Giulio Andreotti, Mikhaïl Gorbatchev, par exemple, ont publié leurs mémoires — contenant notes administratives, procès-verbaux d'entretiens, confidences de tiers — dans des délais équivalents, voire sensiblement plus courts. Ce fut aussi le cas, en France, des Mémoires de guerre du général de Gaulle. Enfin, sur la période ici couverte ont déjà été publiés plusieurs livres, dont les plus sévères commentateurs louèrent le sérieux, évoquant à leur façon nombre de faits consignés dans ce volume, certains s'appuyant parfois sur des documents d'archives qu'ils citaient amplement<sup>1</sup>.

Certains ont soutenu que Verbatim contenait des erreurs. En fait, un très petit nombre de critiques factuelles ont été adressées au premier volume: une cinquantaine sur près de dix mille événements cités. A trois exceptions près, je les ai toutes réfutées. Et si quelques acteurs de cette période ne se sont pas retrouvés dans ma relation des faits, il y a à cela deux explications : quelques-uns mentent délibérément pour reconstruire leur image, nier leur rôle, faire oublier certaines de leurs erreurs; la plupart, de bonne foi, oublie leur passé, leurs paroles, leurs actes, leurs sentiments, ou les refaçonnent par l'étrange travail de la mémoire qui filtre, transforme et embellit.

On a aussi soutenu que la révélation de conversations privées risquait de nuire aux intérêts de la

France. Il n'en est rien. Dans ce tome comme dans le précédent, j'ai pris évidemment toutes les précautions pour écarter de mes notes publiées les rares secrets dont la divulgation pourrait prêter le flanc à ce genre de reproche. C'est en particulier le cas sur les questions de Défense.

On a encore prétendu que plusieurs chefs d'État étrangers s'en étaient offusqués et que, s'ils avaient su que mes notes étaient destinées à voir le jour, ils se seraient exprimés autrement devant moi. C'est faux. Tous ceux d'entre eux que j'ai rencontrés depuis lors m'ont remercié d'avoir rapporté et mis en perspective avec exactitude leurs propos. Un homme d'État sait fort bien que toute son action est faite pour être un jour connue de tous. Il parle donc en conséquence, même en privé. C'est ce qui le distingue d'un politicien. Si tous les acteurs de la vie publique agissaient de la sorte, on en aurait vite fini avec le double langage. Je me plais à imaginer ce que deviendrait l'Histoire si aucun dictateur ou démagogue n'était à l'abri d'une prompte publication de l'ensemble de ses propos. La transparence est une garantie de démocratie. Abolir ou réduire le secret, c'est-à-dire l'appropriation privée de l'information, c'est entamer l'ultime rempart d'élites autoproclamées.

On a enfin laissé entendre que l'élaboration d'un livre d'Histoire — fût-elle contemporaine — devait être réservée aux historiens de profession. Qu'eux seuls auraient en quelque sorte le droit de détenir et traiter ultérieurement le matériau brut laissé par les acteurs sous forme d'archives. C'est là le plus français des arguments. Je l'avais déjà entendu après avoir écrit sur le temps, sur la médecine, sur la musique, sur la propriété, sur les grandes découvertes. Dans notre pays, le corporatisme est encore vivace, les corporations restent innombrables. Je ne cesserai jamais de combattre ces cloisonnements: l'Histoire n'appartient pas aux historiens, mais aux peuples qui la font ou la subissent. Les vrais historiens le savent. Au surplus, l'essentiel de ce que contient ce livre a été vécu et pris en notes par moi et par moi seul. Sans moi, sans ce livre, rien n'en serait disponible pour les historiens futurs. Verbatim aidera donc, je l'espère, les plus sérieux d'entre eux à replacer les faits dans leur contexte et à les confronter aux témoignages des contemporains.

Je n'ai pas voulu y régler quelques comptes — la vindicte n'est pas mon jeu favori — ni y reconstruire l'Histoire. Seulement raconter. Rendre compte au souverain, c'est-à-dire au peuple. Et rendre des comptes. Crûment. Froidement. Cliniquement. Sans juger. Sans peser des vérités contradictoires. Sans masquer ce qui pourrait déplaire aux puissants d'hier, d'aujourd'hui ou de demain.

Ce second tome raconte ce qui s'est joué dans les coulisses du pouvoir durant deux années d'une importance considérable.

En ce temps-là, l'Europe commençait de prendre une forme nouvelle. La coopération politique, militaire et monétaire franco-allemande s'approfondissait, créant les conditions de la rédaction du traité de Maastricht. Une formidable partie d'échecs entre les deux superpuissances aboutissait à un premier désarmement nucléaire, accepté par les Américains en échange du droit de poursuivre la mise au point des armes de la « guerre des étoiles ». En URSS, tandis que Mikhaïl Gorbatchev amorçait des réformes économiques et politiques majeures dans le but de sauver ce qui pouvait l'être encore du Pacte de Varsovie et du Comecon, des craquements se faisaient entendre aux rares oreilles attentives. Par ailleurs, les drames du terrorisme et des otages maculaient de sang des polémiques parfois dérisoires.

En France, des hommes politiques nouveaux, tel Édouard Balladur, faisaient leurs premières armes. D'autres, tels Gaston Defferre ou Alain Savary, livraient leurs ultimes assauts. Jacques Chirac y a fait l'apprentissage du pouvoir suprême. Il s'est révélé progressivement un homme

politique cultivé et ouvert. Dans les premiers mois de la cohabitation, la guerre entre les deux pôles de l'exécutif fut terrible et conduisit les uns et les autres à des formules ou à des jugements qu'ils durent sans doute regretter par la suite. Puis s'est installée entre le Président et son Premier ministre une relation faite de curiosité réciproque et de réelle sympathie. Peut-être parce que l'un et l'autre avaient beaucoup retenu de la période précédente. Le premier avait retrouvé le goût perdu des batailles et des conquêtes; le second avait appris la patience. François Mitterrand pensa jusqu'en mai 1988 que Jacques Chirac était trop imprévisible pour faire un bon Président; ce fut même un des moteurs de sa propre candidature. Mais, peu à peu, sa critique se fit plus indulgente, plus compréhensive. Il trouva que l'autre, finalement, apprenait vite. Des adversaires parvinrent ainsi à se connaître, voire à travailler ensemble alors même que s'opposaient parfois brutalement, au sommet de l'État, deux visions de la France. S'élaboraient, souvent dans l'affrontement extrême, de nouvelles règles de fonctionnement du pouvoir d'État. Une lecture inédite de la Constitution voyait le jour, instituant un système où le Président de la République devait négocier sans relâche avec un gouvernement issu d'une représentation populaire exigeante. Une nouvelle répartition des rôles apparaissait: le Premier ministre, candidat aux futures élections présidentielles, se concentrait sur le court terme ; le Président, avant de se lancer lui-même dans la bataille de sa réélection, ne pensait qu'à l'image que laisserait son septennat dans l'Histoire. Ainsi, au cours de cette période, un nouveau partage des compétences se créa, ne distinguant plus deux domaines, mais deux horizons, le Président assumant les choix à long terme et laissant au gouvernement les responsabilités de la gestion immédiate. Ce passage du domaine réservé à l'horizon réservé constitue un des acquis de cette période.

Cette distinction est bienvenue: comme toute nation, la France est menacée de perdre son identité dans la mondialisation des idées, des marchés, des objets. La fonction étatique y est donc nécessairement double: d'une part, il convient de gérer, de satisfaire les besoins à court terme, de répondre aux aspirations telles qu'elles se définissent et émergent au gré des conjonctures et des humeurs; d'autre part, il importe d'entreprendre des actions dont l'échéance est beaucoup plus lointaine que celle du mandat qu'a reçu l'élu. La force des institutions françaises est de le permettre. Par voie de conséquence, ce serait commettre, à mon sens, une grave erreur que d'aligner la durée du mandat du Président sur celle du Parlement. Cette coïncidence serait illusoire aussi longtemps que le Président conserverait — ce que nul ne songe à lui retirer — le droit de dissolution. En tout état de cause, l'horizon présidentiel doit rester plus long que l'horizon parlementaire et gouvernemental.

Au total, la période racontée dans ce volume constitue un moment particulièrement riche de l'Histoire de France, où furent fixées des règles et des pratiques avec lesquelles nous vivons et vivrons sans doute longtemps encore.

<sup>1</sup> La Décennie Mitterrand, tomes 1 et 2 (Le Seuil) de Pierre Favier et Michel Martin-Rolland ; Le Président (Le Seuil) et La Fin d'une époque (Fayard-Le Seuil) de Franz-Olivier Giesbert ; L'Épreuve de vérité (Plon) de Gérard Longuet ; Le Roman de l'argent (Albin Michel) de Stéphane Denis; Chronique d'une victoire annoncée (Fayard) de Kathleen Evin, entre beaucoup d'autres titres.



---

1986

Samedi 15 mars 1986

Jacques Chirac téléphone à Jean-Louis Bianco. Le ton est dramatique: Je vous appelle pour une affaire d'intérêt général. J'ai des renseignements qui méritent d'être pris en compte. Je crains un attentat en Guadeloupe contre Mme Michaux-Chevry. Vos services de police pourront vous confirmer mes affirmations. Un peu plus tard, par l'intermédiaire d'Édouard Balladur, Jean-Louis Bianco rassure Jacques Chirac sur le sort de Mme Michaux-Chevry : des instructions ont été données.

Tard dans la matinée, discussion avec le Président sur le nom d'un Premier ministre. Jean-Louis Bianco et moi lui conseillons Jacques Chirac. C'est déjà son choix. Il nous le confirme. Mais, pour l'heure, il laisse parler devant lui tous ceux qui ont un avis différent, sans exprimer le sien qui est qu'il ne faut pas biaiser avec le suffrage universel ni laisser à la droite une carte en réserve. Le Président demande à Jean-Louis Bianco de téléphoner à Édouard Balladur pour le prévenir qu'il songe à Chirac mais n'a encore pris aucune décision : Que Jacques Chirac ne fasse pas de déclaration triomphante qui rendrait sa nomination impossible. Qu'il me laisse le sentiment d'être libre. Qu'il ne pose pas de conditions préalables. Et dites-lui que je compte bien exercer un droit de regard sur les nominations des ministres des Relations extérieures, de la Défense et de l'Intérieur.

Dimanche 16 mars 1986

Comme prévu par les sondages, les élections législatives — au scrutin proportionnel à un tour — donnent à la droite la majorité absolue avec 291 élus sur 577. Le RPR et l'UDF ont obtenu 277 sièges avec 40,09 % des suffrages exprimés, les divers droite 14. Le Front national obtient 35 sièges: autant que le PC. L'ensemble de la gauche non communiste (PS + MRG) remporte 216 sièges avec 31,48 % des suffrages, soit son plus mauvais score depuis les années soixante.

A 22 heures, François Mitterrand reçoit dans son bureau Lionel Jospin, Laurent Fabius, Pierre Joxe, Louis Mermaz et Jean-Louis Bianco. Mermaz est plutôt pour Chaban à Matignon; Jospin plaide pour Chirac ; Pierre Joxe est tout à fait contre ce dernier: Il est trop dur, il noyauterait l'Administration. Fabius ne prend pas clairement position, mais est plutôt opposé au choix de Chirac.

Le Président souhaite organiser demain une nouvelle concertation avec ses ministres et collaborateurs. Mais il ne faut surtout pas donner l'impression qu'il « consulte ».

A la demande du Président qui entend explorer toutes les pistes, Jean-Louis Bianco téléphone à Jacques Chaban-Delmas: Le Président n'a pas arrêté sa décision. Seriez-vous prêt à y aller ? Réponse: Évidemment.

André Bettencourt, député RPR et ami de jeunesse du Président, propose de jouer les émissaires avec Jacques Chirac. Bénouville aussi. Édouard Balladur rappelle Jean-Louis Bianco pour lui donner la réponse de Chirac : Ce que veut le Président est envisageable, mais Jacques Chirac a été surpris de la demande concernant le ministère de l'Intérieur.

Lundi 17 mars 1986

A droite, les réunions succèdent aux réunions. Au cours d'un petit déjeuner, d'après ce que j'apprends, Pierre Méhaignerie, René Monory, Jacques Barrot, Bernard Stasi ont décidé que le CDS jouerait le jeu de la cohabitation. L'UDF en fait autant.

A 10 heures, Jean-Louis Bianco reçoit deux appels téléphoniques: l'un de Pierre Bérégovoy, l'autre de Jean-Pierre Chevènement.

Pierre Bérégovoy : Il faut mouiller Chirac à Matignon pour qu'il arrive exsangue aux élections présidentielles. Et là, avoir une réserve de centre droit.

Jean-Pierre Chevènement : Tout dépend du scénario que le Président envisage : conflit ou non-conflit? Et quand? Mais je crois que la clarté est préférable. Le choix de Chaban ou de Giscard serait incompréhensible pour l'opinion.

Le Président sollicite encore l'avis de Bianco et le mien. Pour nous, c'est toujours Chirac. Il approuve: Il faut prendre le risque, avaler la pilule. La droite la plus dure doit gouverner. Mais Chirac est-il capable d'être Premier ministre dans les circonstances actuelles? Sera-t-il capable de contrôler les contradictions de sa majorité ?

Jean-Louis Bianco va trouver Jacques Chaban-Delmas à la demande de François Mitterrand qui a prié le maire de Bordeaux de rentrer à Paris toutes affaires cessantes. Ce dernier confirme qu'il pense pouvoir gouverner si on le lui propose.

A 11 heures se réunissent en grand secret autour de Jacques Chirac, dans l'appartement d'un questeur du Sénat, Pasqua, Balladur, Toubon, Labbé, Lecanuet, Gaudin, Léotard, Méhaignerie, Rossinot, Donnez et Giraud. Tous accordent leur soutien à Chirac s'il est désigné. Celui-ci leur promet l'égalité en termes de portefeuilles ministériels.

A la demande du Président, Michel Charasse appelle Giscard. L'ancien Président veut Matignon. Il pense pouvoir s'imposer aux partis de la nouvelle majorité. Il parle de la nécessité de ne rien céder aux terroristes. Il évoque aussi, sibyllin, le problème que poserait au Président le choix d'un Premier ministre qui n'hésiterait pas, le cas échéant, à l'attaquer, y compris sur le terrain le plus privé.

A 12 heures, François Mitterrand reçoit Laurent Fabius. Ce dernier est réticent à l'idée que Chirac s'installe à Matignon.

Déjeuner entre Jacques Chirac et Pierre Messmer. Le premier offre au second la présidence du groupe RPR. Le maire de Paris « bétonne » son parti.

A 13 heures, déjeuner à Matignon des principaux dirigeants socialistes, sans François Mitterrand.

Gaston Defferre : Je suis pour Chaban. S'il le choisit, le Président montre qu'il choisit librement qui il veut. N'oubliez pas que Chirac s'est déjà dressé contre Giscard quand il était Premier ministre. Il fera pire face à François Mitterrand.

Louis Mermaz : Mon premier choix est pour Chaban, le deuxième pour Giscard. Chirac se ferait mal voir s'il créait des difficultés à Chaban nommé par le Président.

Roland Dumas : Mieux vaut Chaban. Marginaliser Chirac serait une bonne chose. Chaban protégera le Président contre Chirac et ne sera pas un bon candidat aux présidentielles.

Pierre Joxe : Je suis pour Chaban. Chirac est d'autant plus inacceptable que sa victoire est courte.

Lionel Jospin : Je suis aussi plutôt pour Chaban. Mais il y a peut-être un problème de faisabilité. C'est au Président d'apprécier. Il y a deux arguments forts contre le choix de Chirac : d'abord, le

Président n'aura contre lui que des armes lourdes, pas d'armes de gestion courante ; ensuite, s'il le nomme, il perd son droit de nomination des fonctionnaires. Chirac va vouloir exercer un pouvoir total sur l'administration.

A l'inverse, Pierre Mauroy, Jean-Pierre Chevènement et Pierre Bérégovoy sont pour Chirac, avec des arguments identiques: C'est le pire, mais le seul choix possible. Il faut qu'il échoue pour que François Mitterrand puisse être candidat.

A 15 heures, la réunion des principaux ministres socialistes se poursuit à Matignon. La plupart s'expriment en faveur de Chaban ou, à la rigueur, de Giscard. Pour eux, le choix de Chirac serait épouvantable: ce serait la guerre de revanche.

Gaston Defferre : Jacques Chirac est sans scrupules... Mais Chaban, s'il est choisi, ne pourra peut-être pas aller jusqu'au bout à cause du RPR.

Pierre Joxe : Rien n'est plus dangereux qu'un Premier ministre candidat à la Présidence. Chirac à Matignon provoquerait une épreuve de force avec le Président, même dans le domaine international. Chaban aurait, lui, un comportement démocratique. Chirac sera mû par la volonté d'exercer le pouvoir absolu. Prendre Chaban, cela veut dire, d'une certaine manière, que l'on n'a pas perdu.

Lionel Jospin : J'ai tendance à partager le raisonnement de Pierre Joxe. Si c'est Chirac, le Président donne l'impression de ne pas avoir exercé son pouvoir de choix; c'est une lecture droite/gauche de la réalité actuelle. Si c'est Chaban, cela traduit mieux la complexité du vote.

Roland Dumas : Chirac risque de rentrer dedans tout de suite, de mettre le Président en difficulté sur des sujets comme la « guerre des étoiles ». J'hésite entre Giscard et Chaban. Je suis plutôt pour Chaban. Avant le 16 mars, j'étais plutôt pour Giscard.

Louis Mermaz : Je partage l'avis de Dumas. Chirac est un homme dangereux.

Laurent Fabius reste silencieux. Il penche à présent, je crois, pour Chirac.

Explosion dans le TGV Paris-Lyon: 10 blessés. Le Comité de solidarité avec les prisonniers arabes et du Proche-Orient (CSPPO) revendique l'attentat.

A 15 heures, Jacques Chaban-Delmas rappelle Jean-Louis Bianco et décline l'offre: Chirac tient tout et bloquera le Parlement si quelqu'un d'autre que lui est désigné.

Charasse appelle Valéry Giscard d'Estaing et reçoit le même message: Chirac a tout verrouillé.

François Mitterrand me dit: Vous voyez bien, il bloque ceux qui tentent quelque chose. Chirac sera le plus dur, mais il faut ne pas biaiser avec l'obstacle. De toute façon, je n'ai pas le choix, même si je déteste cela.

A 17 heures, le Président commence à réfléchir avec Michel Charasse au texte d'une déclaration qu'il souhaite faire à la télévision. Il y travaille jusqu'à la dernière minute et réécrit même directement sur la bande du prompteur. Après conformément au mandat que vous m'avez confié, il ajoute les mots : et que j'exerce.

A 20 heures, il déclare à la télévision : Je forme des vœux pour que la nouvelle majorité réussisse dans l'action qu'elle est maintenant en mesure d'entreprendre selon les vues qui sont les siennes. Il ne dit rien du Premier ministre, indiquant seulement qu'il choisira la « personnalité » qui devra diriger le nouveau gouvernement dans les rangs de la majorité parlementaire.

Tout Paris s'interroge. Nous sommes peu nombreux à savoir que son choix est arrêté depuis longtemps.

A 9 heures, Laurent Fabius vient pour la dernière fois, en tant que Premier ministre, prendre le petit déjeuner avec le Président.

A 12 heures, François Mitterrand reçoit Paul Quilès pour parler du Tchad où les forces gouvernementales, aidées par nos soldats, semblent en voie de repousser le GUNT au nord du 16<sup>e</sup> parallèle.

A la demande du Président, à la même heure, une nouvelle réunion à Matignon, avec les mêmes participants que la veille, aboutit à la répétition des mêmes arguments.

Déjeuner chez Louis Mexandeau avec les mêmes qu'hier, auxquels se joignent Chevènement, Mauroy et Claude Estier — et, cette fois, le Président. Nous sommes treize à table. La majorité des intervenants se prononce encore en faveur de Chaban ou, à la rigueur, Giscard d'Estaing. Joxe et Dumas sont à fond pour Chaban ; leurs arguments paraissent avoir convaincu Lionel Jospin qui déclare: Chaban, ça fait peut-être magouille, mais cela correspond mieux aux résultats des élections et à la volonté populaire.

Seuls Bérégovoy, Chevènement et Mauroy concluent en faveur de Chirac. Fabius, lui, demeure toujours silencieux.

Louis Mexandeau : Pas Chirac! Il va tout diriger! Ce sera un coup d'État permanent! Et, comme cela ne lui paraît sans doute pas suffisant, il ajoute qu'il a entendu ce curieux argument: Ce serait Hitler appelé par Hindenburg... L'analogie, maladroite et absurde, dit-il, est aussi désobligeante pour le Président que pour Jacques Chirac. Chacun pique du nez dans son assiette.

Louis Mermaz reprend: Surtout pas Chirac! Ce serait l'État-RPR!

Le Président écoute, puis annonce: Je vais appeler Chirac. Cela ne sert à rien, quand on a un mur devant soi, d'essayer de le contourner. C'est mon instinct politique, mais aussi mon raisonnement qui me dictent cette décision.

Sitôt après le déjeuner, le Président demande à Jean-Louis Bianco de prévenir d'abord Chaban, puis d'appeler Chirac. Il le charge également de téléphoner à Valéry Giscard d'Estaing.

Les responsables du RPR sont réunis à l'hôtel Intercontinental. Bianco joint Chaban, puis Balladur à l'Hôtel de Ville. Il est décidé que Chirac viendra à l'Élysée à 17 h 30.

A 16 heures, le Président fait appeler Chirac pour retarder quelque peu le rendez-vous. Nul ne parvient à le trouver.

A 17 h 15, Jacques Chirac rappelle Bianco depuis l'Hôtel de Ville. D'une voix haletante, il dit : Ne m'en veuillez pas si j'ai un peu de retard, la circulation est tellement difficile aux Tuileries. Cela tombe bien!

Chirac arrive à l'Élysée. On le fait attendre chez Jean-Louis Bianco. Il semble fatigué, grillant cigarette sur cigarette. L'homme paraît plutôt sympathique, aimable, soucieux de coopérer.

François Mitterrand le reçoit pendant deux heures et quart.

Après le départ de Jacques Chirac qu'il a raccompagné jusqu'à la porte qui sépare nos bureaux, François Mitterrand me fait entrer : Je suis sur mes gardes. Chirac est l'ennemi. J'ai voulu marquer les limites. Je lui ai annoncé que je le laisserais gouverner. J'ai accepté qu'il m'accompagne aux Sommets des Sept et aux Sommets européens. Je suis même prêt à envisager des ordonnances qui accélèrent le processus législatif, sans toutefois m'engager à les signer toutes. Dans une ordonnance

qu'il veut préparer sur la privatisation, Jacques Chirac m'a dit vouloir inclure des mesures sociales. A la rigueur, j'admets que la réforme de l'ANPE peut être envisagée. Mais aucune mesure concernant le travail des jeunes, qui permettrait indirectement une modification du SMIC ou de l'autorisation préalable de licenciement, ne pourra figurer dans une ordonnance. J'accepterai éventuellement des ordonnances sur les prix ou le contrôle des changes, mais pas question d'ordonnances sociales. Je lui ai répété que j'aurais mon mot à dire sur le choix des ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de la Coopération et de l'Intérieur. Il m'a parlé d'Aurillac à la Coopération. Pour le Quai d'Orsay, il propose Giscard, que j'ai refusé. J'ai évoqué Chaban-Bettencourt, Lipkowski ou un diplomate de carrière. Chirac n'en veut pas. Pour la Défense, Chirac m'a proposé Léotard. J'ai refusé. Pour la Justice, il pense à Larcher ou à Dailly. J'ai répondu que celui-ci risquait de poser problème. J'ai ajouté : « Vous avez tort de mettre des chefs de parti dans votre gouvernement. Ils vous critiqueront quand même. » Lecanuet n'aura rien : Jacques Chirac l'a évoqué juste pour que je l'écarte. Pasqua, m'a-t-il dit, sera à l'Intérieur. Dans ce cas, je l'ai prévenu que plus personne, ni à l'Élysée ni au gouvernement, n'osera encore se servir du téléphone! Chirac m'a répondu: « Écoutez, je m'en porte garant, vous n'avez rien à redouter de Charles Pasqua. » Je lui ai dit que je le savais bien, mais que lui, en revanche, n'était peut-être pas à l'abri... Il a eu l'air étonné.

J'informe le Président de l'intention des Américains — que je viens d'apprendre — de bombarder prochainement la Libye. Ce n'est pas nouveau: en février, déjà, nous avons refusé de nous associer à une telle opération et François Mitterrand l'avait expliqué au général Walters, envoyé par Reagan le 3 mars. Les Américains vont sans doute nous redemander notre appui.

Le Président réfléchit à plusieurs noms possibles pour les Affaires étrangères. Il songe à Messmer. Maurice Ulrich, que Jacques Chirac vient de choisir comme directeur de cabinet, a appelé Bianco pour avancer le nom de Jean-Bernard Raimond, ambassadeur de France à Moscou.

Un peu plus tard, Balladur téléphone à Bianco : Pour les Affaires étrangères, comment voyez-vous les choses? Avec l'accord du Président, Bianco cite le nom de Jean-Bernard Raimond. Édouard Balladur : J'y ai pensé, mais je le récusé: nous voulons un ministre politique. Je vous propose Valéry Giscard d'Estaing. Bianco réitère le refus du Président: Il ne me paraît pas sûr qu'il accepte, et puis deux Présidents de la République, cela semble beaucoup... En outre, le Président ne juge pas souhaitable qu'un chef de parti occupe ce genre de fonction.

Édouard Balladur: D'Ornano ?

Jean-Louis Bianco : Non, c'est aussi un chef de parti.

Édouard Balladur : Albin Chalandon ?

Jean-Louis Bianco : Non, à cause de ses fonctions antérieures dans une société pétrolière!

Édouard Balladur : Pierre Méhaignerie ?

Jean-Louis Bianco : Non, il a été trop violemment anticonhabitationniste !

Édouard Balladur avance du bout des lèvres: Hoeffel ?

Jean-Louis Bianco : Il n'a pas l'expérience pour ce poste.

Jean-Louis Bianco évoque alors Pierre Messmer, ainsi que le lui a demandé le Président.

Édouard Balladur : Il a été prévu d'autres fonctions pour lui.

Jean-Louis Bianco : Chaban ?

Édouard Balladur : Je préférerais le voir à l'Assemblée nationale. J'y avais pensé pour la Défense, mais il refuse, prétextant que sa femme ne veut pas se déplacer à l'étranger.

On tombe d'accord sur André Giraud à la Défense. Mais Édouard Balladur insiste pour qu'Albin Chalandon obtienne les Affaires étrangères: Tout de même, Giraud et Chalandon, ce serait bien... Jacques Chirac serait extrêmement surpris que ces noms provoquent des difficultés de votre part.

Dans la soirée, après deux autres coups de fil, Jacques Chirac donne son accord pour que le Quai d'Orsay aille à Jean-Bernard Raimond.

C'est pour nous un soulagement. Jusqu'ici, ce bon diplomate s'est montré discret et concis. Il devrait avoir l'occasion de donner du poids et de l'indépendance à sa maison.

Le soir, nous sommes quelques-uns à regarder les journaux télévisés dans le bureau de Bianco. Le Président nous rejoint. Sur l'écran, on voit entrer et sortir des R 25 de l'Hôtel de Ville où Jacques Chirac « consulte ». François Mitterrand sourit: C'est le retour de la IV<sup>e</sup> ! Vous êtes tous trop jeunes pour vous en souvenir, mais moi...

Mercredi 19 mars 1986

Le Président fait venir Pierre Verbrugghe, directeur général de la Police nationale, et lui dit: Restez à votre poste, quoique le futur ministre de l'Intérieur vous dise. La Police est un carrefour important. J'ai besoin de vous.

François Mitterrand approuve une note de Michel Charasse qui fait finement le point sur les aspects constitutionnels de la cohabitation. Il demande qu'on transmette à Jacques Chirac le passage concernant les ordonnances.

Déjeuner avec le Président. On parle des Sommets. Je lui conseille de refuser que Chirac y assiste. Il me dit qu'il faut le laisser gouverner, et même accepter que Bujon de l'Estang, qui sera son conseiller diplomatique, participe à la prochaine réunion de sherpas qui se tiendra sous présidence japonaise à Rambouillet en raison de la réunion simultanée des ministres à l'OCDE.

Je ne suis pas d'accord. Je trouve que le Président cède trop, et trop vite.

Édouard Balladur déjeune avec Jean-Louis Bianco dans son bureau; on leur a fait monter deux plateaux. Il évoque les structures du gouvernement: Si l'on arrive au terme du processus de nomination du gouvernement, Jacques Chirac fera immédiatement une déclaration sur les modalités de fonctionnement de la cohabitation. Par égards pour le Président, nous avons remplacé dans ce texte le terme de « dénationalisation » par celui de « privatisation ». Nous envisageons de créer un secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports. Je serai ministre d'État, Pasqua ira à l'Intérieur, Méhaignerie aux Affaires sociales élargies, Monory aux Postes et Télécommunications, Léotard à la Culture et à la Communication, Douffiagues aux Transports. Josselin de Rohan sera secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Puis Balladur s'inquiète: Pourra-t-on changer les dirigeants des entreprises publiques ? Au cours de son entretien avec Jacques Chirac, le Président a donné sa parole qu'il ne s'opposerait pas au remplacement des directeurs généraux de l'Administration. Mais ils n'ont pas parlé des dirigeants d'entreprises publiques.

Bianco interroge le Président au téléphone. Réponse: Mon attitude sera la même que pour les directeurs de l'Administration.

Édouard Balladur: Jacques Chirac prévoit des ordonnances sur les libertés, des ordonnances sociales et des ordonnances politiques. Il est également question du Code de la nationalité, des

contrôles d'identité, du statut de la Banque de France. Sur instruction du Président, Jean-Louis Bianco lui répond qu'il ne peut être question d'ordonnances sur les libertés publiques ni sur le statut de la Banque de France. Dans ces domaines, le Président laissera le gouvernement agir par la loi, mais il ne souhaite pas lui prêter la main.

A la fin du déjeuner, Michel Charasse vient remettre à Edouard Balladur le passage de la note que le Président a approuvée ce matin, fixant les limites qu'il entend mettre au recours aux ordonnances. En substance: les ordonnances doivent être peu nombreuses et précises; le Parlement ne doit pas être privé de son droit de contrôle; le Président est très réticent à l'égard de toute ordonnance sociale, excepté si elle contribue au progrès social. Balladur parcourt les deux feuillets et approuve: Je suis tout à fait d'accord avec le contenu de cette note. Il faut que les ordonnances soient très précises. Il est de l'intérêt du gouvernement d'éviter des contentieux ultérieurs et une annulation par le Conseil constitutionnel.

Il passe à autre chose: Il est tout à fait normal que le Président puisse recevoir tous les ministres qu'il souhaite voir pour que ceux-ci l'informent. Mais, dans un premier temps, nous ne souhaitons pas qu'il y ait trop de contacts entre les collaborateurs du Président et les ministres.

Édouard Balladur explique ensuite que Jacques Chirac souhaite que la démission de Laurent Fabius soit annoncée avant sa propre nomination, qui sera suivie de sa déclaration à l'Hôtel de Ville, et enfin de la lecture, à l'Élysée, de la liste des membres de son gouvernement. Le Président souhaiterait au contraire que l'on annonçât en même temps la nomination du Premier ministre et la composition du gouvernement, avant même que Jacques Chirac ne fasse sa déclaration. Mais il n'insiste pas. Infiniment courtois, Balladur nous laisse en partant un texte: Un projet de déclaration de Jacques Chirac, précise-t-il.

Le Président lit le projet et fait biffer un court passage où il est dit: Ces principes d'action ont été établis par le Président de la République et moi-même. François Mitterrand: Je ne veux pas qu'il parle de moi; ce n'est pas un contrat. Je ne suis pas partie prenante d'un texte dont je ne suis pas l'auteur. Après les prérogatives et les compétences du Président de la République, il fait ajouter les mots: telles qu'elles sont définies par la Constitution. Enfin, dans une phrase relative aux futures ordonnances économiques, il fait supprimer l'allusion à la libéralisation des conditions de gestion des entreprises, qui lui paraît ouvrir la voie à des mesures sociales dont il n'entend pas porter la responsabilité par le biais des ordonnances.

Édouard Balladur se porte garant que Jacques Chirac acceptera toutes ces modifications. Il paraît vraiment tout-puissant.

Un peu plus tard, Jacques Chirac appelle Jean-Louis Bianco. Il tient à parler d'urgence au Président par téléphone: J'ai absolument besoin, dit-il à Bianco, d'ordonnances sur les mesures sociales. Cela peut être un point de blocage du processus.

Le Président ne le prend pas au téléphone et ne le rappelle pas.

François Mitterrand vient saluer les journalistes qui attendent sur le perron: Alors, c'est long d'attendre? Vous faites un fichu métier! Moi aussi. Il fait froid. Il leur fait porter du café. Gros succès! On aurait dû penser depuis longtemps à aménager une salle de presse digne de ce nom à l'Élysée.

Chirac rappelle Bianco une demi-heure plus tard, transformé: Il faudra que j'en reparle au Président, mais on peut trouver une manière de s'arranger. Il a cédé.

La composition du gouvernement ne sera pas annoncée ce soir. Quelques tractations sont encore nécessaires. Rendez-vous est pris pour demain après-midi.

---

Jeudi 20 mars 1986

A 15 heures, Laurent Fabius est reçu à l'Élysée pour présenter la démission de son gouvernement. On parle des nominations, de la nécessité de préserver les canaux d'information du Président, de défense, de police.

A 16 heures, François Mitterrand reçoit Jacques Chirac. Celui-ci a apporté le texte que Charasse a remis hier à Balladur. Ils en discutent et l'amendent légèrement. Chirac souhaite rendre public le texte ainsi modifié. Le Président refuse: Pas de contrat entre nous.

Puis il nous fait entrer, Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, Jean-Louis Bianco et moi. Le Président doit signer la nomination du Premier ministre. Il est assis à un bout du canapé. Jacques Chirac, pour mieux voir, a quitté l'autre bout et s'est approché tout près de lui. François Mitterrand n'a pas de stylo; Chirac lui passe le sien. L'atmosphère est détendue. Le Président plaisante: Ma main tremble, car une fois que j'aurai signé, je ne pourrai plus vous déboulonner. Mais, à la fin, je trouverai bien un moyen... Chirac sourit. Le Président paraphe le décret, puis fait remarquer que, légalement, c'était à Chirac de signer le premier. On rit...

Devant Jacques Fournier, Jacques Chirac demande à François Mitterrand son remplacement comme secrétaire général du gouvernement par Renaud Denoix de Saint Marc. Il attendra un peu.

A 18 h 30, Jean-Louis Bianco rend publique la composition du gouvernement.

François Mitterrand s'interroge sur le choix d'André Giraud pour la Défense: C'est là qu'on va voir si un major de l'X peut être intelligent.

Un attentat à la galerie Point-Show, à Paris, fait 2 morts et 28 blessés. Encore le CSPPA.

A 19 h 30, passation des pouvoirs à Matignon.

A Washington, la Chambre des représentants refuse de proroger l'aide dispensée à la « Contra » au Nicaragua. L'affaire a mal tourné pour Reagan.

Vendredi 21 mars 1986

Les Conseils régionaux choisissent leurs présidents; la droite en comptait 16, elle en aura 20 — grâce, pour 5 d'entre eux, à l'appui du Front national.

Valéry Giscard d'Estaing est candidat à la présidence de l'Assemblée nationale. François Mitterrand : Je ne regrette pas de lui avoir refusé le Quai. Il est candidat à tout, par nature.

Le Président réunit Jacques Chirac, André Giraud et Jean-Bernard Raimond. C'est la première réunion de travail de la cohabitation.

François Mitterrand : J'ai tenu à vous informer personnellement des questions délicates en suspens. D'abord les otages. Nous avons reçu des informations contradictoires. Nous ne savons pas si Michel Seurat est encore en vie. On nous a annoncé leur libération à plusieurs reprises. J'ai choisi de ne pas avoir de négociations directes avec les ravisseurs, pour deux motifs: d'abord, pour ne pas reconnaître leur légitimité; ensuite, pour ne pas accepter d'échanger des innocents contre des criminels légalement condamnés par les tribunaux. Nous avons négocié avec les États: la Syrie, l'Iran. Les revendications ont beaucoup varié dans le temps. On nous a parlé de prisonniers détenus par le Koweït A d'autres moments, il fallait dénoncer nos accords avec Saddam Hussein. De plus en plus, deux questions sont apparues comme primordiales: l'armement livré par la France à l'Irak et la



libération des cinq hommes accusés de la tentative d'assassinat de Chapour Bakhtiar. J'ai toujours refusé et je continuerai à refuser d'échanger un homme contre un homme, mais j'ai dit que j'étais prêt à faire un geste pour un condamné, Naccache ; et que je n'excluais pas, si la confiance revenait, si nos relations s'amélioraient, s'il n'y avait pas de nouveaux attentats ni de nouveaux enlèvements, de faire, d'ici à la fin de mon mandat, usage de mon droit de grâce. Mais je me suis toujours refusé à un calendrier précis.

Manifestement, Jacques Chirac a envie de se montrer plus souple: Eh bien, monsieur le Président, j'ai cru moi-même, en janvier, que je pourrais ramener les otages, et je m'apprêtais à vous téléphoner pour vous en informer. Et puis ça n'a pas marché! Aujourd'hui, je me demande si la solution n'est pas à Téhéran plutôt qu'à Damas, auprès du ministre des Pasdarans, Rafik Doust. Et s'il ne faut pas lui dire: ou bien nous trouvons un terrain d'entente, en particulier en réglant le contentieux Eurodif<sup>1</sup>, ou bien nous accroissons nos livraisons d'armes à l'Irak. Je pense, par ailleurs, qu'il va falloir rapatrier les journalistes français présents à Beyrouth et tous les Français qui sont au Liban.

Le Président : Les journalistes, peut-être. Quant aux Français au Liban...

Jean-Bernard Raimond : Impossible! Ils sont de 6 000 à 7 000, pour la plupart avec la double nationalité, totalement assimilés et n'ayant aucun désir de quitter le Liban! Quant à ceux qui veulent bien partir, l'ambassade a déjà reçu des instructions pour faciliter leur retour et organiser leur transfert de Beyrouth-Ouest à Beyrouth-Est.

André Giraud : Pour ma part, je suis très préoccupé par le problème de nos observateurs, et j'envisage de les faire partir.

Le Président : Je n'y suis pas opposé. Pourquoi pas? Le précédent gouvernement avait, à ma demande, ordonné le retrait de la moitié d'entre eux.

Puis il évoque le projet américain d'intervention contre Kadhafi: Les Américains m'ont prévenu de l'action qu'ils envisageaient en Libye. J'ai répondu qu'il ne fallait surtout pas donner l'impression d'une action concertée, que nous ne ferons rien au nord, mais que l'on pourrait voir au sud avec Hissène Habré... L'action américaine est maladroite, elle va unifier la nation arabe derrière Kadhafi. C'est du moins ce que je pense.

Jacques Chirac : C'est exactement ce que je pense aussi.

Dans l'après-midi, le secrétaire d'État américain, George Shultz, est reçu à l'Élysée. Il est le premier étranger de passage en France depuis les élections législatives. Shultz est un homme fort aimable, nonchalamment compétent. On le dit très hostile à la France ; je n'ai jamais eu cette impression.

Dès son entrée dans le bureau, il demande à François Mitterrand: Qui prépare le Sommet de Tokyo? Est-ce encore Jacques Attali ? — façon polie de demander qui contrôle désormais la politique étrangère.

Les deux hommes parlent du Nicaragua, du terrorisme, des rapports Est/Ouest et de l'Espagne.

François Mitterrand : Nous sommes ouverts à une coopération avec vous au sujet de la Libye.

George Shultz : Oui, sur le terrorisme, il vaut mieux agir que parler. D'ailleurs, il faut se concerter à sept là-dessus.

François Mitterrand : Non ! Les Sept ne sont pas un directoire mondial.

Après le départ de Shultz, le Président me dit: Je ne veux pas de concertation à sept sur ces sujets. Il y a assez d'institutions comme ça. C'en ferait une autre entre les mains des Américains. Mais ils n'abandonneront pas ce projet sans combattre. Voilà qui promet pour le Sommet de Tokyo!

Samedi 22 mars 1986

Premier Conseil des ministres de la cohabitation. On reprend exactement le même rituel qu'avec le précédent gouvernement. Jacques Chirac arrive à 8 h 50 dans le bureau de Jean-Louis Bianco. Il prend un café avec les collaborateurs du Président. Après un rapide entretien entre François Mitterrand, Chirac, Fournier, Bianco et moi, le Chef de l'État et le Premier ministre restent en tête à tête. Je descends dans la salle du Conseil. Seul Philippe Séguin me tend la main.

Quelques minutes plus tard, François Mitterrand pénètre dans la salle en compagnie de Jacques Chirac et va prendre place entre André Giraud et Édouard Balladur, sans serrer la main à aucun des trente-huit membres du gouvernement.

Ambiance à couper au couteau. Bianco, Fournier et moi sommes assis à la petite table qui jouxte la porte menant au jardin d'hiver. Les photographes se précipitent, puis se retirent. Le Président est glacé. Sa voix est basse. Je le devine très ému.

Le Président : En tenant cette première réunion dès aujourd'hui, j'ai voulu marquer que le travail de l'État continue sans interruption. Il y a d'ailleurs des événements graves qui exigent l'action immédiate du gouvernement. J'en ai parlé avec le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense. D'autres problèmes n'attendent pas. Par exemple, lundi prochain doit être réglée à Bruxelles la question des prix agricoles européens.

C'est ici que se traitent les affaires du pays. Dès maintenant, la responsabilité entière, c'est la vôtre ; pour certains problèmes, c'est encore la mienne. Mais, pour tous, ce sera la nôtre.

En partie A viennent les textes pour décision. Si les débats s'attardent, j'ajournerai. En partie B, il y a les nominations, mais [sourire] ce n'est certainement pas cela qui intéressera le gouvernement... En partie C, on risque de parler de tout, il faut l'éviter.

Jacques Chirac : Les communications seront courtes, prévient-il.

Puis il se penche sur un texte: Le Président a appelé un Premier ministre de la nouvelle majorité. Il nous faut assumer le gouvernement dans la dignité, en nous fondant sur deux principes: le respect du verdict populaire et le respect de la Constitution, en particulier le respect des prérogatives du Président de la République. Nous avons deux priorités : l'emploi et la sécurité. La campagne électorale est terminée. Je ne veux pas de polémique ; le mot d'ordre est tolérance, ouverture, rassemblement.

François Mitterrand, en souriant : Nous avons un excellent article 20 dans la Constitution qui définit clairement les responsabilités des uns et des autres.

Jacques Chirac : Je déposerai une loi d'habilitation permettant de rétablir le scrutin majoritaire, avec un redécoupage des circonscriptions, de 491 à 577 sièges, pour garder le même nombre de députés qu'à la proportionnelle.

La réunion se termine. Ce fut atroce, me confie François Mitterrand.

La photographie du gouvernement est prise au jardin, sans le Président. Je lui avais suggéré de s'y opposer : elle aurait pu être aussi bien prise à Matignon. Il n'a pas souhaité le faire.

Les marchés des changes sont très agités. Les opérateurs spéculent sur un réaménagement général

au sein du système monétaire européen. La Banque de France vend 700 millions de dollars pour maintenir le cours du deutsche mark à 3,077 francs. La spéculation porte aussi sur le franc belge, la lire italienne et la livre irlandaise. La Banque centrale de Belgique doit vendre 250 millions de dollars, la Banque centrale italienne 200 millions de dollars. Les marchés spéculeront chaque vendredi sur un réalignement du franc tant qu'une indication très claire en sens contraire ne leur aura pas été prodiguée. Ces dernières semaines, les marchés des changes avaient pourtant été plutôt calmes et la position des monnaies faibles s'était améliorée.

Dimanche 23 mars 1986

Discussion sur le désarmement nucléaire avec François Mitterrand: Un jour, il y aura une guerre nucléaire. Ces armes serviront. On ne peut imaginer que des armes présentes en si grand nombre sur la planète ne serviront jamais. Il y aura une immense catastrophe nucléaire quelque part.

Lundi 24 mars 1986

Une note résume au Président les positions absurdes que François Guillaume, nouveau ministre de l'Agriculture, vient de prendre à Bruxelles sur l'entrée de l'Espagne dans la Communauté. Responsable du SGCI (qui coordonne l'activité gouvernementale en matière européenne) et conseillère à l'Élysée, Élisabeth Guigou va être une source irremplaçable d'informations.

La situation se tend en Libye. Les Américains font de la provocation. Leurs appareils viennent voler au-delà de la « ligne de mort », limite fixée par Kadhafi et au-delà de laquelle, a-t-il prévenu, il y aura des représailles libyennes.

A 12 h 55, tir de deux SAM 5 libyens contre les avions américains, suivi d'autres tirs (trois ou quatre) de SAM 5 et deux entre 17 et 19 heures. Pas de dégâts.

On peut s'attendre à un engrenage conduisant à la guerre.

Réunion chez le Président avec Ulrich (représentant Jacques Chirac), Giraud, Raimond, le général Forray et Jean-Louis Bianco.

Le Président: Les États-Unis, par leurs maladresses, peuvent provoquer l'union de la nation arabe. Il faut s'attendre au pire.

Ulrich approuve.

André Giraud : J'envisage d'aller au Tchad, mais pas tout de suite, car je ne veux pas donner l'impression que j'approuve l'action américaine.

Le Président: Si, à l'occasion d'un affrontement entre les États-Unis et Kadhafi, on pouvait reconstituer l'unité du Tchad, ce serait une réussite. Mais ce n'est pas notre objectif prioritaire, qui est d'empêcher la jonction entre la Libye et l'Afrique noire.

Puis le Président évoque le problème des otages.

Jean-Bernard Raimond : Sans critiquer rien de ce qui a été fait jusqu'ici, je désire avoir des approches nouvelles et des contacts officiels avec les États, c'est-à-dire avec Téhéran et Damas. Il faut dire à l'Iran que nous souhaitons reprendre des relations normales, ce qui suppose la libération des otages et, de notre part, une décision sur les condamnés du commando qui a attaqué Chapour Bakhtiar.

Le Président : Nos relations avec Téhéran sont compliquées par la Grande-Bretagne et Israël. Dès que l'on a commencé à parler d'un règlement pour Eurodif, les Anglais et les Israéliens ont répandu dans tout le monde arabe l'idée que la France changeait d'attitude vis-à-vis de l'Irak. D'où une

inquiétude très vive que le roi d'Arabie Saoudite a manifestée dans une lettre. Il est important que vous fassiez revenir les deux Irakiens expulsés par Joxe<sup>2</sup>, qui sont encore en Irak. D'ailleurs, le Premier ministre ne doit pas être dépourvu d'arguments à l'égard de Saddam Hussein.

Ulrich sourit.

Jean-Bernard Raimond: Je compte moi-même aller en Arabie Saoudite et à Damas pour expliquer notre position.

Le Président: La difficulté est de savoir qui commande à Téhéran. Il faut aussi que je vous parle d'Abou Nidal. Vous savez, les services de police sont impossibles! La DST a négocié à Vienne un accord avec Abou Nidal. Deux de ses hommes devaient être libérés à la moitié de leur peine et, en échange, plus aucun attentat n'était commis sur le territoire français. Je n'ai évidemment pas été informé à l'époque. Les attentats dans les grands magasins, en décembre, sont liés à cette promesse non tenue de la DST. La police voulait que l'affaire soit réglée avant le 15 février, j'étais très réticent, je n'étais pas content du tout, et c'est un euphémisme! Finalement, j'ai accepté. Pour Ibrahim Abdallah, c'est une histoire du même ordre. Pour obtenir la libération de Gilles Peyrolles, la DST avait été autorisée à dire aux Algériens (qui servaient d'intermédiaires) que la libération d'Ibrahim Abdallah était envisageable dans le cadre de la loi française. La DST a sans doute dit aux Algériens: on va le libérer tout de suite...

André Giraud et le général Forray sortent. Le Président reste avec Jean-Bernard Raimond, Maurice Ulrich et Jean-Louis Bianco.

Le Président : Je voulais vous parler des positions prises aujourd'hui par François Guillaume à Bruxelles. Je viens d'apprendre qu'il a pris de nettes distances à l'égard des propositions de la Commission en matière de prix agricoles. Mais il a aussi laissé entendre que la France pourrait réexaminer sa position vis-à-vis de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE et de l'accord sur les quotas laitiers. Il est anormal que le ministre français de l'Agriculture critique la négociation avec l'Espagne et le Portugal. Je m'opposerai à toute action diplomatique qui remettra en cause cette adhésion d'une façon ou d'une autre. De même pour les quotas laitiers: non seulement je les accepte, mais je les approuve! Les paysans ne peuvent pas à la fois produire à des prix garantis et mettre sur les marchés des quantités illimitées. Si l'on appliquait le principe du libéralisme dont certains se réclament, le lait se vendrait au prix normal, et ce serait leur ruine. Cette attitude risque de provoquer l'exaspération de l'Allemagne et de l'Angleterre. En ce qui concerne les prix agricoles, que le gouvernement mène sa politique. La politique agricole n'est pas de mon ressort, du moins jusqu'à un certain point. D'ailleurs, il s'est produit dans les affaires européennes — et cela ne date pas d'hier — un grignotage des compétences des ministres des Affaires étrangères par les ministres spécialisés. Je parie qu'un quart d'heure d'entretien entre MM. Balladur et Stoltenberg suffira pour casser ce que M. Guillaume aura décidé.

Ulrich et Raimond approuvent.

Le Président: En bref, tout ce que vous obtiendrez en plus pour nos agriculteurs, bravo! Mais ne cassez pas l'Europe!

Jean-Bernard Raimond interroge le Chef de l'État sur la date de son voyage à Moscou.

Le Président: Je me demande si je dois y aller avant ou après mon voyage à New York, début juillet. Je suis plutôt d'avis d'y aller avant.

Jean-Bernard Raimond : Je partage votre point de vue. Il a été prévu que votre voyage à Moscou

aura lieu au mois de juin... Je souhaite aussi vous parler de la Nouvelle-Zélande, d'autant plus que je dois rencontrer l'ambassadeur sitôt après cette réunion. On pourrait profiter du fait qu'il y a un nouveau gouvernement pour régulariser nos rapports avec eux. Je compte lui dire que nous sommes prêts à faire des excuses, à indemniser la Nouvelle-Zélande pour l'affaire Greenpeace. Mais que cela suppose la libération des Turenge. Si nous obtenons une réponse positive, je serai prêt à envoyer là-bas un négociateur de haut niveau.

Le Président : J'ai déjà refusé et les excuses et l'indemnisation. En revanche, j'ai accepté l'arbitrage. Trudeau aurait pu être l'arbitre, il n'a pas accepté. Il est évident qu'un arbitrage pourrait conduire à des formes d'excuses et d'indemnisation. Mais il faut bien voir que le gouvernement de la République n'a jamais été compromis. Et que la Nouvelle-Zélande a constamment menacé les intérêts français. Et puis, indemniser quoi ? S'il s'agit de l'honneur de la Nouvelle-Zélande, il n'a pas de prix. S'il s'agit d'un rebord de quai, je doute que cela coûte très cher!

Maurice Ulrich : Je crois qu'il s'agit des frais de justice.

Jean-Bernard Raimond: Je comprends que les excuses posent un problème. Il faudrait peut-être une lettre très bien tournée.

Geste agacé du Président.

Maurice Ulrich : Pourquoi ne pas proposer aux Néo-Zélandais de remettre les Turenge aux autorités militaires françaises qui s'engageraient à les affecter à Bora Bora, où ils se livreraient à des sports nautiques sans danger pour quiconque?

Le Président : Astucieux !

La séance est levée. Le Président découvre ces nouveaux personnages. Je sens déjà que Raimond l'agace et que Giraud le fascine.

A Matignon, l'équipe se constitue. Jacques Chirac s'entoure de François Bujon de l'Estang et d'Yves Thibaud de Silguy pour la diplomatie, de Marie-Hélène Bérard pour le social, d'Yves Durand pour l'éducation.

Dans la soirée, François Bujon de l'Estang, ancien major de l'ENA, diplomate chevronné, que je connais depuis longtemps et dont j'apprécie la compétence, vient m'expliquer: La France parle encore d'une seule voix, mais, désormais, avec deux bouches. La consigne de Matignon est : « Pas de relations avec l'Élysée, sauf pour les ministres et les directeurs de cabinet. » Jacques Chirac occupe le terrain international. Il ira voir Kohl. Il ira en Côte-d'Ivoire en raison des liens privilégiés de Foccart avec Houphouët-Boigny. Il verra le Président sud-coréen de passage à Paris. Il veut aussi signer l'Acte unique de Luxembourg.

François Mitterrand, à qui je fais part de ces dispositions, hausse les épaules et interdit aux membres de l'Élysée (sauf Jean-Louis Bianco, Christian Sautter, Élisabeth Guigou, le général Forray et moi) tout contact avec Matignon, avec les ministres ou leurs cabinets.

Maurice Ulrich envoie à Jean-Louis Bianco un projet de directive établi par le ministre de la Défense à l'usage de ses collaborateurs immédiats pour les contacts avec la Présidence. Cette note explique que les relations avec la Présidence, compte tenu de la situation politique inédite, doivent permettre aux pouvoirs publics de fonctionner au mieux de l'intérêt national et dans le respect de la Constitution. Elle précise que les relations traitant des opérations en cours (Tchad, Liban, etc.) doivent, pour privilégier la célérité et la sûreté de l'information, rester ce qu'elles sont, c'est-à-dire directes entre le chef d'état-major particulier du Président de la République, le cabinet du ministre

de la Défense et le chef d'état-major des armées, le cabinet du Premier ministre étant aussitôt tenu informé par le cabinet de la Défense.

---

De même, en tout domaine, toute demande d'information émise par le Président de la République ou le Premier ministre eux-mêmes, ou, en leur nom, par le chef d'état-major particulier de la Présidence ou le chef du cabinet militaire de Matignon, devra être automatiquement satisfaite sous les responsabilités du chef d'état-major des armées, des chefs d'état-major des trois armes, du directeur de la Gendarmerie et du directeur de la DGSE. Par contre, toute demande d'information émanant d'un collaborateur de la Présidence de la République autre que le général commandant l'état-major particulier devra passer par le ministre de la Défense.

Nous faisons réviser le préambule de cette note, y ajoutant qu'elle ne fait que confirmer et préciser, compte tenu de la situation politique nouvelle, les mécanismes existants.

Il faudra nous efforcer, par d'autres canaux, de retrouver des sources d'information dans les services où de nombreux fonctionnaires sont résolus à permettre au Président de disposer des moyens constitutionnels d'exercer sa tâche.

Ulrich demande que je cesse d'assister au Conseil des ministres (Il y a deux représentants de l'Élysée et un seul de Matignon, c'est inacceptable !) Le Président refuse. Matignon n'insiste pas.

Les éleveurs de porcs manifestent à Vannes.

A partir de 19 heures, riposte américaine: attaque d'une vedette libyenne, puis d'un site de SAM 5 à Syrte (à deux reprises), puis de trois autres vedettes libyennes.

Mardi 25 mars 1986

A 9 heures, fin des opérations américaines au large de la Libye. Bilan: 2 vedettes coulées, 2 endommagées, des antennes radars du site de SAM 5 détruites. Pas d'engagement de l'aviation libyenne.

Le PC tient, aujourd'hui et demain, son Comité central de l'après-défaite. Les « rénovateurs », qui réclament un congrès extraordinaire, vont-ils triompher des apparatchiks ? Rien n'est moins sûr.

Nominations de Georges Chavanes comme ministre délégué au Commerce et à l'Artisanat, de Michèle Barzach à la Santé et de Jean-Jacques Descamps au Tourisme.

Le Sommet de Tokyo aura lieu dans un mois. Le Président envisage de recevoir auparavant les chefs de parti et Valéry Giscard d'Estaing, afin de bien marquer son territoire.

Il entend aussi rencontrer tous les quinze jours en tête à tête Édouard Balladur, en principe pour parler de politique économique internationale, en réalité pour apprendre à mieux connaître l'homme fort du gouvernement.

Il décide de faire visiter le centre de commandement nucléaire de l'Élysée, dit « Jupiter », à André Giraud.

Il demande qu'une réunion soit organisée avec les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur afin de définir la position de la France sur le terrorisme international, qui sera le principal objet de débat au Sommet de Tokyo et sur lequel tout nous oppose aux Américains, désireux de voir approuver leur action contre la Libye et de placer sous tutelle celle des services policiers des autres pays-membres.

Il recevra également les diplomates français nouvellement nommés aux grands postes. Le premier sera Serge Boidevaix, qui part pour Bonn dans les tout prochains jours.

Il invitera également à déjeuner l'ambassadeur américain Rodgers et le Soviétique Vorontsov, récemment nommé à Washington.

---

Mais François Mitterrand refuse de se rendre à Washington avant le Sommet de Tokyo: Je n'ai rien à leur demander.

Mercredi 26 mars 1986

La routine s'installe. Avant le Conseil des ministres, Jacques Chirac est introduit chez Jean-Louis Bianco à 8 h 55. Il avale un café, réclame un cendrier et bavarde avec les collaborateurs du Président. Il se montre charmant, drôle, amical. Puis il est reçu par le Président en présence de Bianco, Fournier et moi. On examine les textes soumis au Conseil, puis on laisse les deux hommes seuls pour une conversation qui se reproduira chaque semaine mais dont le Président ne parle presque jamais; nous n'en connaissons que la version qu'en donne régulièrement Chirac à Ulrich, lequel nous la rapporte.

Devant Fournier, Bianco et moi, Chirac répète qu'il veut que le secrétariat général du gouvernement soit confié à Renaud Denoix de Saint Marc.

Fournier proteste : Ce n'est pas dans la tradition républicaine. Le secrétaire général du gouvernement reste en poste quand changent les majorités. Marceau Long est resté après 1981.

Le Président l'arrête d'un geste: Laissons faire. Puis il se tourne vers Chirac: Vous ne l'emporterez pas au paradis!

Jacques Chirac change alors de sujet: A propos de la Défense, je veux que la France participe à la « guerre des étoiles » de Reagan. C'est une de mes promesses électorales.

François Mitterrand: Elle n'y participera jamais aussi longtemps que je serai là. Si vous insistez, je ferai un référendum là-dessus, et je le gagnerai.

L'ambiance est tendue. Nous les laissons en tête à tête. Très vite, ils nous rejoignent au salon Murat où se tient le Conseil des ministres.

Jacques Chirac expose le programme de travail du gouvernement. Il consulte un texte tout en détachant chaque mot, comme s'il le dictait: Redresser l'économie pour créer des emplois. Améliorer le fonctionnement des institutions grâce au rétablissement du scrutin majoritaire; promouvoir, dans la sécurité, une société de liberté. Je confirme mon intention de faire une déclaration de politique générale devant le Parlement dès le début de la session de printemps, et d'engager la responsabilité du gouvernement sur cette déclaration.

Première priorité: redresser l'économie pour créer des emplois. Le projet de loi de finances rectificative aura pour premier objet d'établir un constat des comptes publics. Un effort tout particulier sera en outre consenti en faveur de l'emploi des jeunes (compensation du coût de la formation ; allègement des cotisations sociales). Des projets de lois seront également déposés pour donner progressivement aux entreprises la liberté de gestion de leurs effectifs et renouer le dialogue social grâce à la décentralisation de la négociation collective.

Deuxième priorité: améliorer le fonctionnement de nos institutions par le rétablissement du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des députés ; un projet de loi d'habilitation, suivi d'ordonnances, sera préparé.

Troisième priorité: promouvoir, dans la sécurité, une société de liberté. Des projets de loi concerneront la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre la délinquance et la lutte contre le terrorisme. En matière de communication audiovisuelle, les principes permettant à l'initiative

privée d'intervenir dans des conditions de clarté et de saine concurrence seront définis par la loi. Je demanderai l'autorisation de décider, sur certains sujets, par ordonnance.

---

François Mitterrand: Quelqu'un veut-il parler ?

Silence. La consigne de Chirac est claire: pas de débat entre ministres à l'Élysée.

Le Président reprend : Je n'accepterai d'ordonnances qu'en nombre limité, et portant sur des sujets précis, afin que soient respectés les droits du Parlement. Par exemple, aucun gouvernement n'a jamais agi par ordonnance pour réformer le mode de scrutin. Je ne cherche pas à compliquer la tâche de ce gouvernement, mais je ne peux prêter la main à son action au-delà du raisonnable. Je ne veux pas me trouver dans le cas de refuser de signer des ordonnances; ce serait créer des conflits. Il y en aura assez sans qu'on les crée à plaisir. Allons vite. Le contenu de toutes les ordonnances devra donc être précisé dans les dix jours. Pour le contrôle des prix, d'accord. D'accord aussi pour les seuils fiscaux. Mais non pour les seuils sociaux. J'incline d'ailleurs à ne signer aucune ordonnance dans le domaine social, sinon pour la réforme de l'ANPE, ou si elles doivent être à l'avantage des travailleurs. Je serai économe de mon concours en matière sociale, ainsi sur les facilités aux licenciements. Sur la flexibilité, je verrai sur pièces ; toutes les tentatives contractuelles ont échoué. Vous aurez donc des difficultés ou avec le patronat, ou avec moi. Sur la privatisation, j'ai accepté le principe d'une ordonnance. Mais je ne veux pas de privatisations par ordonnance pour les nationalisations de 1945. Si vous le faites par des lois ordinaires, même si j'ai à redire, je ne dirai rien. Sur la loi électorale, je ne serai pas au désespoir devant un changement de loi, je l'ai dit au Premier ministre. Une claire vision de l'avenir conduit à penser que votre majorité baissera de plus de deux pour cent! Sur la carte électorale, l'essentiel doit être décidé par les intéressés, c'est-à-dire les députés. Donc, pas par ordonnance. De plus, je n'accepterai pas de loi d'habilitation pour des ordonnances dans le domaine des libertés. Je ne peux refuser à ce gouvernement d'agir. J'ajoute que je n'ai pas l'intention de dissoudre le Parlement. Et je ne suis pas hostile au scrutin majoritaire. J'ai l'intention d'adresser un message au Parlement à l'ouverture de cette session. Peu de temps après, vous développerez les thèmes de votre action. Vous souhaitez aller vite. Je ne souhaite pas aller lentement, ni me mêler de votre action au-delà de ce à quoi ma fonction m'oblige.

Jacques Chirac reprend la parole: Commence une phase nouvelle de la vie constitutionnelle. Il n'est pas question que le rééquilibrage politique voulu par les électeurs se fasse au détriment des droits du Parlement. Par conséquent, tout ce qui touche à l'essentiel — et, dans cette catégorie, il faut ranger les libertés et tout ce qui fait l'objet d'une vive polémique — doit être tranché par le Parlement. Le recours aux ordonnances n'est pas un moyen de priver le Parlement de ses responsabilités. C'est un moyen d'engager rapidement l'action gouvernementale.

Juste après le Conseil, François Mitterrand reçoit Henry Kissinger. Il lui explique la cohabitation: Ils ont le contrôle de tout, sauf de l'essentiel. Et, sur ce qu'ils contrôlent, ils ne feront rien que d'accessoire.

Profitant de la visite du Président algérien à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev assure la Libye de la solidarité de l'URSS et propose un retrait simultané des flottes américaine et soviétique de Méditerranée, et la tenue d'une conférence internationale sur la Méditerranée, analogue à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle pourraient participer les pays riverains, les États voisins ainsi que les États-Unis et d'autres pays intéressés.

François Mitterrand : Décidément, ce Gorbatchev est un visionnaire. C'est là une grande idée, mais les Américains la refuseront.



- [\*read Shadow Dreams\*](#)
- [read online Marxism for Our Times: C. L. R. James on Revolutionary Organization](#)
- [download online Heat \(87th Precinct, Book 35\) for free](#)
- [read online The Woman in the Photograph pdf, azw \(kindle\), epub](#)
  
- <http://pittiger.com/lib/Shadow-Dreams.pdf>
- <http://flog.co.id/library/Marxism-for-Our-Times--C--L--R--James-on-Revolutionary-Organization.pdf>
- <http://www.celebritychat.in/?ebooks/Heat--87th-Precinct--Book-35-.pdf>
- <http://berttrotman.com/library/No-B-S--Marketing-To-the-Affluent.pdf>